

Comment l'occupation a fini d'imposer la mentalité coloniale à la société israélienne

13 juillet 2017



En 1967, le rêve sioniste d'une « société juive » régnant exclusivement sur une terre qui n'appartient qu'à elle s'est évanoui, avec la conquête de nouveaux territoires qui bouleversent le rapport démographique entre juifs et Palestiniens. En cinquante ans d'occupation, la culpabilité qui fondait autrefois le déni israélien de la Nakba a peu à peu cédé la place à une mentalité coloniale et à une indifférence quasi générale aux souffrances infligées aux Palestiniens, au plus grand bénéfice des partis d'extrême droite.

La réalisatrice israélienne Anat Even vient de terminer un documentaire sur un quartier de la ville de Jaffa nommé Manshiyah. Une scène montre un urbaniste expliquant à un groupe d'étudiants l'histoire du lieu, dont les résidents, pour beaucoup des juifs orientaux, ont été expulsés à la charnière des années 1960-1970 pour faire place à un complexe commercial. Le professeur qui accompagne les étudiants lui demande alors pourquoi il ne rappelle pas qu'auparavant, ce quartier avait été habité par des Palestiniens

expulsés de force en 1948. « Ce sont des faits historiques », dit-il. Réponse de l'urbaniste, rigolard : « Fuck history » — j'emmerde l'histoire... Et d'ajouter que, de tout temps, ce sont les vainqueurs qui font l'histoire. L'anecdote peut servir de métaphore à une évolution essentielle qu'a connue la société juive israélienne en cinquante ans. Car l'urbaniste ne cherche pas à nier la réalité de ce qui est advenu en 1948 à Jaffa, dont 90 % des habitants furent expulsés ou s'enfuirent durant l'offensive des forces juives dans les semaines précédant la création d'Israël. Au contraire, il assume. Au diable l'histoire.

Son attitude est emblématique parce qu'elle est contemporaine et s'oppose à celle longtemps entretenue dans le discours public. Après l'établissement d'Israël, en effet, le déni de l'expulsion des Palestiniens était constitutif de l'argumentaire sioniste. Comme l'a martelé David Ben Gourion, le fondateur de l'État : « nous n'avons pas expulsé un seul Arabe ». Le récit national israélien voulait que les Palestiniens soient tous partis volontairement. Mais aujourd'hui, même si le déni reste très vivace, reconnaître leur expulsion est communément beaucoup plus accepté. Pour une raison simple : expulser à nouveau les Palestiniens vivant sous autorité israélienne est une idée devenue plus légitime. Pour une grande part de l'opinion publique, c'est « la solution ». On sait la chose irréaliste actuellement, pourtant le souhait reste ardent. Et depuis maintenant deux décennies, l'opinion est régulièrement interrogée par les sondeurs pour connaître son rapport au « transfert », version politiquement correcte du mot « expulsion ». Être pour le transfert signifie vouloir se débarrasser de la population arabe. Que dirait-on, en France, si un institut décidait de sonder l'opinion quant à son désir de voir expulser les Arabes, les musulmans, les noirs, les juifs ou les bossus du territoire national ? En Israël, très peu jugent illégitime le principe même de poser la question.

Ce qui fondait le déni de l'expulsion des Arabes de Palestine, c'était la conscience que cet acte n'était pas conforme à l'éthique dont le sionisme entendait se parer. Le sujet du « transfert » de la population palestinienne hors du futur État juif avait été longuement débattu au Congrès sioniste de Zurich en 1937(1), or ces débats furent maintenus secrets (ils le sont restés jusqu'aux années 1990). Et lorsque l'épuration ethnique fut mise en œuvre en 1948-1950, elle apparut suffisamment déshonorante aux yeux des dirigeants sionistes pour qu'ils la nient (en accusant les victimes d'être la cause de leur propre malheur). C'est une culpabilité inavouable qui fondait ce déni ; c'est elle qui a progressivement disparu en Israël avec la légitimation croissante de l'idée du « transfert ». Expulser les Arabes pour s'approprier exclusivement la terre d'Israël parce qu'on ne veut vivre qu'entre soi, on savait depuis toujours que c'était ardemment souhaitable. On avait toutefois aussi conscience que l'acte était moralement indéfendable. D'où son déni. C'est cette barrière-là qui s'est effondrée en cinquante ans d'occupation : ce sens de commettre à l'égard de l'autre un crime impardonnable.

Cela a été rendu possible dès lors que les mentalités moyennes des juifs israéliens, en cinquante ans, ont progressivement dérivé dans un sens où l'esprit colonial et la déshumanisation de l'adversaire sont devenus ultra-dominants. L'évolution du parti sioniste-religieux (appelé Mizrahi puis Mafdal) symbolise ce bouleversement. Historiquement, ses élus faisaient figure de « colombes ». Ce fut encore vrai en juin 1967 et jusqu'en juin 1982, où ses ministres furent les plus réticents à l'invasion du Liban. Aujourd'hui, leurs héritiers regroupés dans le parti Le Foyer juif réunissent la frange la plus mystico-nationaliste du pays, la plus colonialiste aussi.

Ce basculement, avec le discours et la modification des repères qui l'accompagnent, s'est diffusé très au-delà du Foyer juif. S'il ne s'est pas réalisé d'un coup, le processus a été relativement rapide.

Le retour de la « question palestinienne »

Cinq jours avant le déclenchement de la [guerre de juin 1967](#), le chef du Herout (la fraction ultranationaliste du sionisme), Menahem Begin, jusque là paria absolu de la politique israélienne, entre dans un gouvernement travailliste d'union nationale. Après la victoire, il participera amplement à l'atmosphère de poussée mystique due à la réémergence de l'idée du « Grand Israël ». La décision de préserver les territoires conquis, même si peu d'Israéliens en ont alors conscience, modifie radicalement le rapport entre

eux et le peuple qu'ils soumettent désormais. Avant 1967, les Israéliens pouvaient se leurrer et croire que la « question palestinienne » n'existait plus. Le rêve sioniste d'une « société juive » intrinsèque régnant exclusivement sur une terre qui n'appartient qu'à elle avait presque été accompli en totalité en 1948. Les Arabes restés en Israël ne constituaient pas plus de 10 % de la population. Mais en 1967, le rapport démographique sur la nouvelle « terre commune » est bouleversé. Pris tous ensemble, les Palestiniens, occupés ou citoyens israéliens, y sont presque aussi nombreux que les juifs, et la démographie est tellement en leur faveur que l'immigration juive ne suffit pas à la compenser (aujourd'hui, leur nombre dépasse celui des juifs sur le territoire dominé par Israël).

Dès la fin de la guerre de juin 1967, un débat sur le possible « transfert » de ces populations s'engage. Lors de la première réunion du gouvernement, le premier ministre (travailliste) Levi Eshkol déclare : « Si ça ne tenait qu'à nous, on enverrait tous ces Arabes au Brésil » (2)... Immédiatement est formé un comité de coordination des ministères avec l'armée pour la gestion de l'occupation. Premier souci : comment faire partir le maximum possible d'autochtones des territoires conquis ? (3) Eshkol veut envoyer tous les réfugiés de Gaza en Irak, ou à défaut en Cisjordanie ; Begin, lui, veut les déplacer à Al-Arish, dans le Sinaï (4) ; d'autres options sont émises. Les Arabes, ça se déplace à volonté...

Las ! Malgré 300 000 à 400 000 personnes [évacuées de force](#) en juin 1967 durant et dans l'immédiat après-guerre et les multiples débats secrets sur un possible « déplacement des Arabes », les Israéliens comprennent rapidement qu'une nouvelle épuration ethnique de très grande envergure n'est pas réaliste. Comme il n'est pas question de restituer les territoires, il reste à faire comme s'ils étaient vides d'habitants.

Crispation nationaliste et colonisation

Begin, lui, retourne dans l'opposition, où il se fait le chantre de la colonisation. Il est le meilleur ami d'un nouveau groupement politique d'un dynamisme fou, le Gouch Emounim (Bloc de la foi), qui réunit la fine fleur des jeunes du parti sioniste-religieux, emportés par la mystique raciste de leur idole, le rabbin Zvi Yehouda Kook. Ce mouvement se présente comme celui des nouveaux « pionniers », vrais héritiers du sionisme. En dix ans, la carte politique bascule. Begin l'ex-paria emporte les élections en 1977 et devient premier ministre. La colonisation, d'objectif amplement masqué, est désormais [ouvertement revendiquée](#). Quand, lors d'un bref intermède travailliste, est annoncé en 1993 l'accord d'Oslo de reconnaissance mutuelle entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le successeur de Begin à la tête du grand parti nationaliste (devenu le Likoud), Benyamin Nétanyahou, proclame que le premier ministre israélien Yitzhak Rabin n'a « pas de majorité chez les juifs ». Car il n'est majoritaire à la Knesset que grâce aux voix des partis arabes. Thèse scandaleuse par la propension ouvertement raciste qu'elle exprime (imaginons Marine le Pen dénonçant une loi passée au Parlement grâce aux voix d'élus non « Français de souche »...). Thèse raciste, mais cependant exacte. La suite allait le montrer.

Dix ans après la victoire de Begin, un pas supplémentaire est franchi. En 1986 un nouveau parti est créé. Son nom : Moledet (Patrie). Ses dirigeants sont le général Rehavam Zeevi, un laïque ultranationaliste, et Benny Elon, un fidèle du rabbin Kook. Pour la première fois, une formation se fait connaître comme le « parti du transfert ». En 1988, un autre parti, le Kach, prônait déjà l'expulsion des Palestiniens. Il avait été interdit de participation aux élections pour racisme. Cette fois, plus aucun problème, Moledet remporte deux sièges (sept en 2003). L'essentiel n'est pas dans les chiffres, mais dans le fait que l'expulsion des Palestiniens est devenue une « opinion » légitime. La population bascule progressivement, d'une élection à l'autre, dans la crispation nationaliste et un racisme assumé.

La seconde Intifada, en 2001, marquera une nouvelle étape forte. La répression des populations civiles palestiniennes atteint des degrés jamais connus auparavant : aucun char israélien n'avait jamais frappé une ville palestinienne lors de la première Intifada (1987-1993) ; là, au cinquième jour, l'armée tire un missile sur un centre de jeunes du Fatah à Ramallah. La population israélienne s'habitue à valider une répression de plus en plus féroce, et avec la construction du mur en Cisjordanie elle s'habitue à la

ségrégation manifeste qui l'accompagne.

La « villa dans la jungle »

Depuis 1977, la droite nationaliste, emmenée par le Likoud, a détenu le pouvoir en Israël durant plus de 33 ans sur 40. Héritiers des signataires des accords d'Oslo, les travaillistes n'ont plus dirigé le pays depuis l'automne 2001, soit près de seize ans - et ils sont désormais déliquescents. L'extrême droite, en revanche, fleurit au point que Nétanyahou se présente comme un politicien « au centre de l'échiquier ». Son principal concurrent politique se nomme Naftali Bennett, chef du premier parti d'extrême droite, Le Foyer juif, dont les membres affichent un racisme à frémir. Son député Bezalel Smotrich a récemment exposé en public le sort qu'il réserve aux Palestiniens vivant sous contrôle israélien. Il leur offre trois options. La première consiste à partir, la seconde à rester sans droits politiques, la troisième à continuer de résister, auquel cas « les Forces de défense d'Israël sauront quoi faire ». À la question : entend-il les expulser ?, il répond : « À la guerre comme à la guerre »(5). Il est vice-président du Parlement.

Smotrich incarne le nouvel Israël. Car sur les 69 années d'existence de l'« État juif », cinquante ont vu l'occupation d'un autre territoire et d'un autre peuple. Si l'on compte ceux qui n'étaient qu'enfants ou pas nés en 1967, environ 90 % de la population israélienne actuelle a vécu dans un État où l'occupation fait partie de la « normalité » quotidienne, où la « ligne verte » (les frontières de 1967) n'apparaît plus sur aucune carte, ni scolaire ni routière. De leur côté, reclus derrière un mur ou des barbelés à Gaza comme en Cisjordanie, les Palestiniens sous occupation ne connaissent plus d'autre Israélien que le soldat ou le colon - leurs maîtres, également armés. Le nombre de colons installés à Jérusalem-Est et en Cisjordanie atteint 650 000, soit 10 % de la population juive du pays. En d'autres termes, statistiquement, il n'existe quasiment pas de famille israélienne où on ne connaisse un frère, une belle-sœur ou un cousin installé en territoire occupé — quand ils ont conscience qu'il s'agit de territoires occupés ! Le principal résultat de ces cinquante années est qu'un état d'esprit colonial s'est enraciné en profondeur dans la société. Cette mentalité existait auparavant. Un premier ministre, Ehoud Barak, l'avait résumée par une métaphore célèbre, présentant Israël comme « une villa dans la jungle », autrement dit la civilisation au cœur de la barbarie. Désormais, son ampleur et ses conséquences sont si atterrantes que beaucoup préfèrent détourner pudiquement les yeux des réalités quotidiennes.

La répression israélienne des Palestiniens n'est pas l'horreur syrienne. Mais, dans une indifférence quasi générale, se poursuit depuis cinquante ans une oppression multiforme, pensée avec méthode, appliquée avec détermination par des administrations « coordonnées » entre elles et qui a pour objectif principal ce que David Shulman, le correspondant israélien de la New York Review of Books nomme « le vol ininterrompu, littéralement heure après heure, de la terre palestinienne », un vol accompagné d'« une cruauté systémique infligée depuis des générations à une population innocente »(6). Cette évolution terrifiante d'une société basculant dans la haine de la victime rappelle des sociétés comme l'apartheid sud-africain, la colonie européenne dans la phase ultime de la [guerre d'Algérie](#) ou les images de foules blanches assistant au spectacle de pendaisons de Noirs dans le sud des États-Unis (un film, [War Matador](#), des cinéastes Avner Faingulernt et Macabit Abramson, montre des Israéliens installés en janvier 2009 sur des collines [près de Gaza](#) applaudissant en s'esclaffant de joie à chaque bombardement de la population palestinienne durant l'attaque israélienne).

Insupportable défense des droits humains

Des organisations comme B'Tselem, Breaking the Silence, le comité israélien contre les démolitions de maisons palestiniennes, Machsom Watch et de nombreuses autres s'emploient à en rendre publics les détails. Des journalistes comme Amira Hass ou Gideon Levy, et d'autres encore, recensent quotidiennement depuis des décennies les crimes des soldats et les [brutalités des colons contre les civils palestiniens commis en toute impunité](#), et plus encore les mille et un petits méfaits constants mis en œuvre pour rendre la vie des Palestiniens occupés insupportable. Le dernier article en date de Hass porte sur la

confiscation par l'armée d'unités de production d'énergie solaire à domicile offerte par le gouvernement néerlandais à des bergers palestiniens. Un autre, de Levy, évoquait une vidéo montrant l'assassinat d'une Palestinienne de seize ans par des soldats israéliens, ceux-ci s'approchant du corps inanimé en hurlant « crève, fille de pute », ou « meurs, souffre, espèce de pute ».

Des associations ou de rares journalistes mènent ce travail harassant dans un environnement de plus en plus hostile. Leur activité, utilisée hier par les autorités israéliennes pour montrer combien leur pays était « démocratique », est désormais perçue comme insupportable par ses dirigeants et une partie croissante de la société juive. Le 5 juin 1969, la première manifestation sous la bannière « À bas l'occupation » avait réuni 70 à 80 personnes seulement devant le Parlement israélien. Aujourd'hui, les activistes israéliens mobilisés contre l'occupation se comptent par milliers. Pourtant, ils apparaissent peut-être plus isolés que ne le furent leurs prédécesseurs. Car les menaces contre les ONG de défense des droits humains se multiplient. Des lois ont été votées pour brider leur activité et les assimiler à des « agents de l'étranger ».

Pour avoir témoigné à l'ONU, des députés ont demandé que le directeur actuel de B'Tselem soit déchu de la nationalité israélienne. Cette ONG a d'ailleurs pris en 2016 une décision d'une gravité exceptionnelle. Elle a annoncé qu'après trois décennies d'activité elle cessait de fournir ses informations au département juridique de l'armée israélienne à fins de vérification concernant des civils palestiniens « tués, blessés, battus ou utilisés comme boucliers humains, et contre les destructions illégales de propriétés ». Selon ses estimations, seuls 3 % des cas sont suivis d'enquête aboutissant à une mise en examen. L'ONG concluait qu'il était « devenu dénué de sens de défendre les droits de l'homme en travaillant avec un système dont le fonctionnement réel est mesuré par sa capacité à continuer de couvrir les faits avec succès »(7).

Un échec moral

En 1967, au lendemain de la conquête de Jérusalem, le grand rabbin de l'armée Shlomo Goren avait appelé à faire sauter le Dôme du Rocher, sur l'Esplanade des Mosquées, pour y reconstruire à sa place le troisième temple. La classe politique israélienne l'avait pris pour ce qu'il était : un fou dangereux. Moshe Dayan, le vainqueur de la guerre, avait répliqué : « Mais qu'avons-nous besoin d'un Vatican juif ? » En 2017, les partisans de la « reconstruction du Temple » comptent des députés, des associations grassement financées, des propagandistes écoutés. Une organisation appartenant à cette mouvance, El-Ad, a été officiellement chargée par le gouvernement israélien de [fouilles archéologiques](#) près de l'Esplanade des Mosquées. Ces faits, entre mille autres, incarnent la dérive d'une société qui, au fil de la domination militaire sur une autre population, s'est enfoncée profondément dans une mentalité coloniale et dans le déni de l'humanité de l'adversaire.

Lorsqu'éclata la seconde Intifada, en septembre 2001, Ami Ayalon, un ancien chef du Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien, me déclara dans une conversation privée : « Je préférerais cent fois un retrait des territoires palestiniens dans le cadre d'un accord de paix. Mais si c'est impossible, alors nous devons nous retirer unilatéralement. Le motif est simple : chaque jour qui passe sans que nous nous retirions rend plus difficile la perspective d'un retrait. Or sans fin de l'occupation, il n'y aura jamais de paix ». Je ne l'ai pas revu depuis et je ne sais pas s'il tiendrait toujours ces propos. Mais je sais qu'au-delà des ONG militantes, une minorité d'Israéliens, effarés, abattus et silencieux estiment, comme David Shulman, vivre dans un pays caractérisé par son « échec moral continu »(8). Ceux-là savent que toutes les initiatives pour avancer vers « la paix » ne sont désormais qu'un leurre. Cinquante ans après la guerre de juin 1967, avec ou sans paix, le seul enjeu réel est la fin de l'occupation. Pour les Palestiniens évidemment, mais aussi pour les Israéliens.

Sylvain Cypel

1 Cf. Benny Morris, Tikkoun Taout - Yehoudim VeAravim BeEretz Israel 1936-1956, Am Oved, 2000.

2 Ofer Aderet, « Israeli cabinet minutes from Six-Day War : from fear to euphoria to arrogance », Haaretz,

18 mai 2017.

3 Yotam Berger, « Bribing Palestinians and Censoring Textbooks : An Inside Look at the Israeli occupation's Early Years », Haaretz, 29 mai 2017.

4 Tom Segev, 1967, Denoël, 2007.

5 Cité par Richard Silverstein, « Israel's Final Solution to the Palestine problem », Tikkun Olam, 10 mai 2017.

6 David Shulman, « Israel's irrational rationality », New York Review of Books, 22 juin 2017.

7 « B'Tselem to Stop Referring Complaints to the Military Law Enforcement System », communiqué, 26 mai 2016

8 Shulman, op. cit.

Lire aussi : [Orient XXI](#)

- **Emplacement** : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Agir](#) > [Campagnes](#) > [Palestine, 100 ans de dépossession : la campagne 2017](#) > [Les thématiques mensuelles et leurs outils](#) > [juin 2017 : 50 ans d'occupation et 10 ans de blocus à Gaza](#) >
- **Adresse de cet article** : <https://plateforme-palestine.org/Comment-l-occupation-a-fini-d-imposer-la-mentalite-coloniale-a-la-societe>